

MAURICE BERTON
 Directeur
 La semaine 1,9 fr. 00
 (hors taxes)
Pharm. de Progrès
 109, GRAVILLON, 103
ROUBAIX

ABONNEMENTS

France (en avance)	3 mois	45,00	6 mois	85,00	1 an	150,00
Étranger (en avance)	3 mois	55,00	6 mois	100,00	1 an	180,00
Belgique	3 mois	45,00	6 mois	85,00	1 an	150,00
Alsace	3 mois	45,00	6 mois	85,00	1 an	150,00
Colonies	3 mois	55,00	6 mois	100,00	1 an	180,00

DIRECTRICE: MADAME VALVE ALFRED REBOUX

ANNONCES

ROUBAIX	de 12 à 14	Grandes Annonces	de 12 à 14
TOURNAI	de 12 à 14	Grandes Annonces	de 12 à 14
LILLE	de 12 à 14	Grandes Annonces	de 12 à 14
MOULON	de 12 à 14	Grandes Annonces	de 12 à 14

Le remplace le BEURRE
 - ET COMTE BEAUCOUP MOINS CHER
LE BEURRE
 C'EST UN PRODUIT FRANÇAIS!

L'attentat d'Ingrandes

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 21 novembre 1932. (Minuit).
 L'attentat commis en cours de la nuit de samedi à dimanche sur la voie ferrée de Paris à Nantes se rattache évidemment à la campagne de terrorisme dont l'exploitateur qui a eu lieu à l'Hôtel de Ville de Rennes, le 7 août dernier, fut l'épisode le plus marquant. On reconnaît dans les deux actes les mêmes méthodes, la même façon de « travailler ». Aussi bien, l'explosion d'Ingrandes est-elle moins un véritable attentat dirigé contre le Président du Conseil qu'une manifestation tapageuse et théâtrale sur les bords de laquelle l'enquête ouverte par la Sûreté générale nous fixera peut-être.

On avait d'ailleurs, tout de considérer comme une mauvaise plaisanterie sans gravité le « geste symbolique » qui a été accompli sur la ligne de Paris à Nantes. Même à supposer que ses auteurs n'aient pu vouloir provoquer le déraillement du train dans lequel se trouvait M. Herriot et qu'ils aient même placé les bombes accidentés sur la voie pour prévenir tout accident, il reste que les gens qui n'hésitent pas à faire sauter à la chandelle des lignes de chemin de fer ne sont pas des hommes à reculer devant les difficultés. Ils se soucient médiocrement de savoir si les précautions qu'ils ont prises seront vraiment efficaces. Si elles le sont, tant mieux; si elles ne le sont pas, tant pis!

Ne prenons donc pas trop à la légère l'attentat d'Ingrandes. Cherchons plutôt à découvrir les fins que se proposent ses auteurs. Ainsi que l'a déclaré hier M. Herriot, le mouvement autonomiste breton est en liaison avec certaines organisations étrangères dont le véritable but est de précipiter notre pays dans des difficultés accrues. Un journaliste allemand qui a trempé dans l'affaire de l'autonomie breton a été expulsé du territoire français; mais d'autres agents plus ou moins secrets de l'étranger, poursuivant dans notre pays l'œuvre de division qu'ils ont reçue mission d'accomplir. Ne croit-on pas que l'explosion d'Ingrandes puisse faire partie d'un véritable plan d'agitation et de terrorisme destiné à faire écho aux dispositions d'esprit des populations bretonnes? Les autonomistes bretons — ou plutôt, les émissaires de certaines nations — ne font-ils pas partie de ces quelques intellectuels égarés, réprouvés par l'opinion quasi-unanime, l'intérêt de sauver leur impuissance, ne cherchent-ils pas à multiplier les actes de violence pour faire croire à une force qu'ils n'ont pas?

En tout cas, on souhaite partout dans le pays — et en Bretagne plus encore qu'ailleurs — que la justice découvre promptement les coupables et leur applique toutes les rigueurs de la loi.

LES FUMEURS A L'HONNEUR

La 116e annuella des fumeurs s'est déroulée au Rinc de Paris. Des nombreux concours ont eu lieu, entre autres, celui de la gase fumissime plus délicate en fumant la cigarette, celui de vitesse pour ces messieurs fumant la pipe. — Notre photo montre le Rinc du Tabac.

M^{me} GERMAINE CAPUILLON

UNE BARQUE montée par trois hommes chavire à Pont-de-la-Daule

Dimanche, vers 18 h., M. Paul Bernard, 40 ans, était venu rendre visite à un marinier, M. Gaston Lilié, 54 ans, qui conduisait le bateau « André ».

Tous deux décidèrent d'aller faire une promenade à Pont-de-la-Daule en compagnie de M. Adolphe Despont, 40 ans, charpentier, qui se trouvait à bord du bateau.

Pour éviter un long trajet, il fut décidé de passer d'une rive à l'autre, au moyen de la barque attachée au banc de la pêche. Les trois hommes se mirent à monter dans le cabot, mais, à peine avancés, il se fit quelques mètres, que le faible esquif chavira, projetant ces trois hommes à l'eau. Un seul, M. Paul Bernard, put s'en tirer, mais les deux autres furent saisis dans des circonstances assez graves et ne parvinrent à remonter sur le rivage qu'après un long séjour à l'hôpital.

L'Université de Bruxelles et les subsides

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

BRUXELLES, 21 NOVEMBRE 1932.
 L'Université de Bruxelles a été créée par la franc-maçonnerie belge, pour dresser en face du haut enseignement catholique de Bruxelles, un haut enseignement qui fût anticatholique. L'Université de Bruxelles est basée sur le libre examen et sur la libre pensée. Son fondateur, M. Pierre Verbaegen, après avoir occupé les fonctions d'adjoint à deux grands maîtres de la franc-maçonnerie belge, le baron Gosquin de Stassart et Henri De Faquet, fut lui-même grand-maître par intérim de 1894 à 1896.

Si je rappelle ces souvenirs, c'est parce qu'aujourd'hui, dans les réunions de l'Université de Bruxelles célébrant leur 35e anniversaire, non seulement par des réunions maçonniques qui démontrent — en ces jours de crise et de chômage, mais aussi par des séances solennelles — en présence des autorités catholiques de la capitale, les libertés libérales et socialistes, fidèles héritières de l'Université de Bruxelles, sont exaltées.

C'est le droit du Conseil, du corps professoral et des étudiants de l'Université de Bruxelles de revendiquer cette attitude irréligieuse, devant le corps professoral apatibulaire, en pochant leurs discours au vieux cri de guerre: « A bas la calotte ». Encore une fois, c'est leur droit. Mais c'est le droit aussi des catholiques de réprimer les libertés libérales et socialistes, fidèles héritières de l'Université de Bruxelles, et de leur interdire aux professeurs, la liberté de donner des conférences dans des établissements religieux, affirmant ainsi que le libre-examen est contraire à l'Université de Bruxelles et à ses limites que les Convents de la franc-maçonnerie belge interdisent sévèrement de franchir.

Les étudiants ne se font pas faute d'ailleurs, au cours des manifestations antérieures, de revendiquer cette attitude irréligieuse, devant le corps professoral apatibulaire, en pochant leurs discours au vieux cri de guerre: « A bas la calotte ». Encore une fois, c'est leur droit. Mais c'est le droit aussi des catholiques de réprimer les libertés libérales et socialistes, fidèles héritières de l'Université de Bruxelles, et de leur interdire aux professeurs, la liberté de donner des conférences dans des établissements religieux, affirmant ainsi que le libre-examen est contraire à l'Université de Bruxelles et à ses limites que les Convents de la franc-maçonnerie belge interdisent sévèrement de franchir.

On ne constate, mille part dans l'enseignement supérieur catholique, par suite de l'attitude de l'Université de Bruxelles et de la réaction catholique, il y a quelques années son Conseil d'administration avait émis un vœu tendant à ce que l'Université de Bruxelles soit totalement ralliée à la guerre scolaire. Il y a quelques années son Conseil d'administration avait émis un vœu tendant à ce que l'Université de Bruxelles soit totalement ralliée à la guerre scolaire. Il y a quelques années son Conseil d'administration avait émis un vœu tendant à ce que l'Université de Bruxelles soit totalement ralliée à la guerre scolaire.

M. Hoover devra prendre seul une décision sur la question des dettes

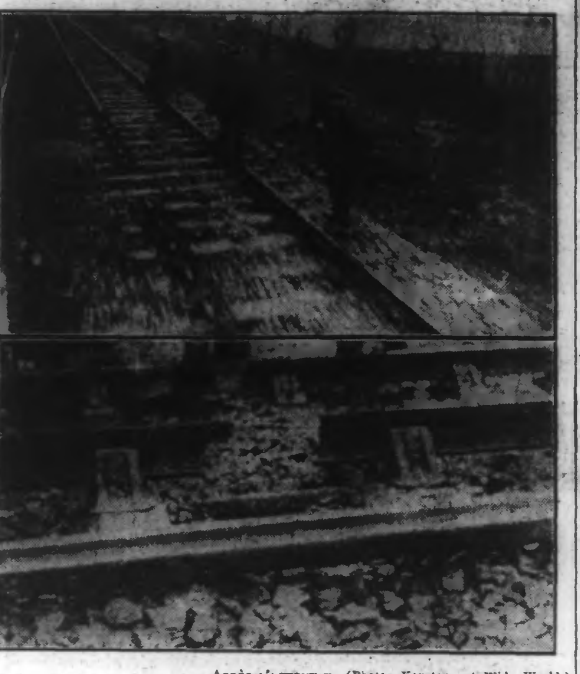
New-York, 21 novembre. — M. Mac Kibby, secrétaire de M. Roosevelt, a déclaré, dans une interview, que M. Hoover devra prendre seul sa décision sur la question des dettes de guerre, car M. Roosevelt ne fera au président actuel aucune recommandation.

Il semble pratiquement certain, dit-on, que, sauf au cas d'un changement sensationnel de l'opinion publique américaine, la Grande-Bretagne devra ou payer ou menager à ses obligations, car M. Roosevelt ne veut s'associer à aucune initiative de M. Hoover, il est encore plus vraisemblable que le Congrès refusera de consentir tout ajustement des paiements même si le président actuel s'en déclarait partisan.

NOËL APPROCHE...

Chaque jour qui s'écoule nous approche des fêtes de Noël, aussi beaucoup de nous. — Voici une très intéressante photo montrant un homme à point de vue de la photo.

Les auteurs de l'attentat de Champtocé semblent avoir voulu se livrer à une dégradation



APRÈS L'ATTENTAT (Photos Keystone and Wide World).
 En haut: Les dégradations de la voie photographiques du train même de M. Herriot. — En bas: Un rail coupé par l'explosion.

Angers, 21 novembre. — Les nouvelles renseignements recueillis au sujet de l'attentat commis sur la voie ferrée, entre Champtocé et Ingrandes, deux heures avant le passage du train de M. Edouard Herriot, ont confirmé ce que certains indices relevés hier matin permettaient de penser: les auteurs s'agissaient de plusieurs personnes appartenant à un groupe d'extrémistes autonomistes bretons.

Après l'attentat, les auteurs de l'attentat venaient de Nantes dans une automobile et se sont retirés dans cette ville après leur acte. Ils ont été vus par un habitant d'Ingrandes et par le garde-mairie Barreau. Les lanternes neuves trouvées sur les voies ont été également achetées à Nantes.

M. Ducloux, contrôleur général de la Sûreté générale, arrivé hier soir à Angers, a dirigé l'enquête, avec les concours des brigades mobiles d'Angers et de Rennes; mais leurs recherches vont surtout s'opérer à Nantes et à Rennes, car il semble démontré que les auteurs de l'attentat appartenaient à un groupe d'extrémistes autonomistes bretons.

L'ancien commissaire du peuple Trotsky a débarqué hier à Marseille

Marseille, 21 novembre. — Le vapeur italien « Praga » sur lequel avaient pris passage à Stamboul Trotsky, sa femme et sa suite dont six jeunes secrétaires, était attendu depuis ce matin à Marseille. C'est seulement un peu avant 13 h. qu'il fut signalé à deux lieues en mer par la vigie de N.-D. de la Garde. Il y eut aussitôt grand branle-bas parmi les vedettes, qui furent envoyées à la recherche du « Praga » à la 5^{me} section des docks.

Des forces imposantes de police: agents de la Sûreté, gardiens de la paix et tout l'état-major de la police d'Etat; commissaire central, chef de la Sûreté, chef des gardiens de la paix, maintenaient au large des curieux et on attendit.

Où pendant ce temps, le « Praga » arrivait à la hauteur de l'île Maître, la première des îles qui se trouvent à l'est du golfe de Marseille. Il stoppa. Le pilote marseillais, monté à bord, ayant reçu des instructions de la police spéciale, une vedette automobile pouvait filer au moulin à une quinzaine de mètres, vint bientôt se ranger à tribord du cargo italien. Elle avait à son bord les policiers parisiens de la Sûreté générale. L'un d'eux monta à bord, se dirigea vers le commandant, puis vers Trotsky et fit part de ceint de ses instructions. Le Gouvernement en ce qui concernait le passage des voyageurs sur le territoire français.

Trotsky ne s'en montra nullement étonné et très courtoisement, se prêta à ce qu'on attendait de lui. Il descendit le premier dans la vedette, automobile, suivi bientôt de sa femme puis de ses trois secrétaires.

Personne, ou à peu près n'attendait en cette localité banlieue l'ancien commissaire du peuple, ce qui est un représentant de l'« Action Française » qui Trotsky remit une déclaration ainsi conçue:

« Mon voyage n'a rien de mystérieux et ne présente, du moins c'est mon opinion, aucun intérêt public. C'est la seule raison pour laquelle j'ai refusé de faire des déclarations de presse. Mais puisque cela donne lieu à des interprétations indésirables, je crois utile de faire la communication suivante:

« J'ai passé quatre années en Turquie, je lisais, j'écrivais et aux heures libres, je pêchais et je chassais. Je m'occupais principalement de l'histoire de la Révolution russe. Ce travail est achevé et sa dernière partie est sous presse.

« Les étudiants de Copenhague, par leur propre initiative, m'ont invité à leur faire une conférence sur le thème: « Qu'est-ce que la Révolution d'octobre? ». Dans ma conférence qu'a eue lieu le 17 novembre de la même année, je suis en allemand, j'annonçais

L'AFFAIRE DES FAUX

Lucco s'évanouit au cours d'une confrontation avec M. Bouilloux-Lafont

Paris, 21 novembre. — M. Brack, juge d'instruction, a procédé cet après-midi à une confrontation entre M. André Bouilloux-Lafont et Lucco, confrontation qui, du reste, ne donna aucun fait nouveau. Lucco affirmait qu'il avait agi selon les ordres reçus et M. André Bouilloux-Lafont répliqua que Lucco mentait.

Soudain, à 10 h., Lucco s'évanouit. Lorsqu'il revint à lui il se mit à gémir: « Je vais mourir, j'ai de l'eau glacée la pierre, j'écouffe ».

Le docteur Guibert, médecin du Palais, appelé d'urgence, est arrivé aussitôt et a estimé que l'état de Lucco était grave et que la confrontation devait être interrompue.

Lucco va être examiné par des médecins experts mais l'on ne pense pas que l'interrogatoire puisse être repris bientôt.

LE NOUVEAU PARLEMENT CATALAN

Sur 85 sièges, les partisans de M. Macia en occupent 67

Barcelone, 21 novembre. — Si tous les résultats concernant le scrutin de ce soir allaient se confirmer, après vérification définitive de tous les résultats partiels, le groupe dirigé par M. Macia comptera 67 députés sur 85 membres qui composeront le Parlement catalan.

On fait remarquer que c'est la première fois depuis longtemps en Catalogne que des élections se déroulent dans un calme aussi parfait et avec aussi peu de bruit.

La retraite des instituteurs

Paris, 21 novembre. — C'est demain que le Gouvernement acceptera de voter la loi de retraites pour l'enseignement primaire.

Le président Hindenburg l'ayant chargé de rechercher les bases d'un gouvernement stable Hitler a réclamé quelques éclaircissements

Berlin, 21 novembre. — Hitler s'est rendu lundi matin, à 10 h. 30, chez le président du Reich, à la suite de la convocation que celui-ci lui avait adressée. Le chef du parti national-socialiste n'est resté qu'un quart d'heure chez le maréchal Hindenburg. Il est sorti de la présidence à 10 h. 45.

Au cours de cet entretien, il a déclaré au président que son parti ne collaborerait à un gouvernement que si son propre chef en était le chancelier.

Dans ces conditions, le maréchal von Hindenburg a confié à Adolf Hitler, comme chef du plus grand parti du Reich, la mission de rechercher sous quelles conditions il pourrait former un gouvernement stable, possédant une majorité solide et un programme bien défini.

Les conditions du président Hindenburg

Les principales conditions imposées par le président von Hindenburg à M. Hitler visent à la fois la politique extérieure et la politique intérieure. En politique extérieure, l'attitude prise par le gouvernement von Papen dans la question des armements et à l'égard de la S.D.N. devra être maintenue. En politique intérieure, le maréchal aurait exigé du chef national-socialiste, la continuation de la politique économique du gouvernement von Papen et la poursuite d'une politique financière, évitant toute expérience monétaire, qui risquerait de mettre en danger la stabilité du mark; enfin le maintien du commissariat du Reich en Prusse et de la réalisation de l'union du Reich et de la Prusse. Certains de ces conditions doivent être acceptées facilement par Hitler, en particulier celles qui concernent la politique étrangère et l'union du Reich de la Prusse.

M. Hitler serait en effet décidé à devenir chancelier, à revendiquer la présidence du Conseil des ministres de Prusse. Par contre, la question du programme économique et financier soulève de plus grosses difficultés.

Les questions d'Hitler

Berlin, 21 novembre. — M. Adolf Hitler a fait remettre à 20 h. au président du Reich, les réponses aux questions que celui-ci lui avait posées. Le président du Reichstag Goering, a porté ce document à la présidence d'Empire, situé à son départ de l'hôtel, où il a été remis par les acclamations très enthousiastes de la foule national-socialiste qui stationne sur la Wilhelmplatz.

Cette réponse n'est pas définitive. En effet, Adolf Hitler déclare qu'après avoir examiné avec soin les conditions qui lui ont été posées par le président du Reich, après en avoir discuté avec les membres de son parti et avec des personnalités politiques importantes, il a décidé de poser à son tour, au président d'Empire, un certain nombre de questions tendant à éclaircir la situation.

On estime dans les milieux nationaux-socialistes que ces éclaircissements sera obtenu dans la journée de mardi.

Les racistes manifestent

Les partisans de M. Hitler se sont livrés lundi matin, dans le quartier des ministères, où se trouve, à moins de cent mètres de la chancellerie, le quartier général national-socialiste, à des démonstrations tumultueuses et bruyantes, en l'honneur de leur chef.

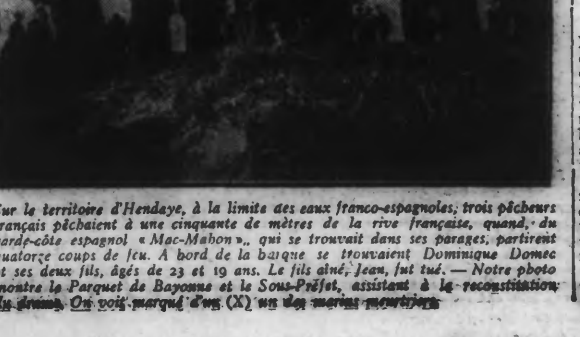
La police qui, dans l'intervalle, avait reçu d'importants renforts comprenant plusieurs centaines d'agents à pied et à cheval, a déboulé la Wilhelmplatz et a refoulé les manifestants dans les rues avoisinantes, en s'efforçant, sans succès, de les disperser. La police a alors fermé toutes les rues aboutissant à la Wilhelmplatz, dans un rayon de deux cents à trois cents mètres.

La foule, qui ignore les événements de la matinée et croit encore que la nomination de Hitler comme chancelier du Reich est certaine, fait preuve d'un vif enthousiasme et d'une grande nervosité.

M. von Papen sera-t-il rappelé au pouvoir?

Par suite des conditions du Président Hindenburg, le parti national-socialiste s'est trouvé placé en face d'une situation complètement nouvelle.

Le meurtre d'un pêcheur français par des matelots espagnols



Sur le territoire d'Hendaye, à la limite des eaux franco-espagnoles, trois pêcheurs français pêchaient à une cinquantaine de mètres de la rive française, quand, du côté espagnol, le « Mascaron », qui se trouvait dans ces parages, partit à l'ancre coupé de lui. A bord de la barque se trouvaient Dominique Domec et ses deux fils, âgés de 23 et 19 ans. Le fils aîné, Jean, fut tué. — Notre photo montre le Parc de Bayonne et le Sous-Préfet, assistant à la reconstitution du drame. On voit, parqué d'un (X) un des marins meurtriers.

Deux Français entreprennent sur une jonque chinoise un raid autour du monde

Changhai, 21 novembre. — Deux Français, le capitaine de Bishop, ancien chef de la police française de la concession française de Hankow et son second, M. Tathouet, ont quitté hier Changhai pour tenter, sous le patronage de la Société de Géographie de France avec un équipage de trois marins russes formés par eux, sur une jonque chinoise de 19 mètres de long, un immense et difficile voyage sur les Océans qui durera deux ans.

Le capitaine de Bishop et ses quatre compagnons vont parcourir en tous sens l'Océan Pacifique en vue de reconnaître les îlots et récifs dont la position est mentionnée comme douteuse par les cartes marines.

Ils traverseront avec leur frêle esquif un espace immense où aucun vapeur ne passe jamais.

Profitant de la mousson, leur jonque qui porte le nom d'un navigateur de l'antiquité chinoise: Fon Pa, cinquième d'abord vers Manille, puis visitera l'archipel Salomon, les îles célèbres de la Nouvelle-Irlande, les îles Bellona et Bennell, l'archipel Cook, les îles Tuva et de Piquet et d'autres régions du Pacifique où le capitaine de Bishop exécutera des travaux géographiques.

Le capitaine Bishop espère rentrer en France avec sa jonque en suivant les routes sud-américaines, traverser le canal de Panama et l'Océan Atlantique. Il construisit lui-même sa jonque avec une équipe d'ouvriers chinois, dans un village du Chékang, situé sur la rive de l'Amoy.

Il recrute trois jeunes russes, n'ayant jamais navigué et pour les former parcourut 2.000 kms sur le Yang Tse.

Son bateau arborait le pavillon français, suscita un gros mouvement de curiosité à Changhai.

Il ressemble aux autres jonques chinoises énormes et trapues avec deux énormes yeux sculptés à l'avant du bateau et deux mâts.

Le capitaine de Bishop qui paraît âgé de 35 ans, fut mousse à 17 ans. Après avoir passé son baccalauréat, il devint capitaine au long cours. Avant son départ, il avait fait de nombreuses expéditions, et son long voyage, son voyage et se décide à aller jusqu'au bout.

Le Conseil national économique et la politique des échanges internationaux

Paris, 21 novembre. — Le Conseil national économique, qui avait tenu sa première séance le mercredi 9 novembre, s'est réuni de nouveau cette après-midi à 14 h. pour poursuivre la discussion de son ordre du jour. Au cours de sa première séance, le Conseil avait débattu sur un rapport de M. Fleurent traitant de la situation des industries chimiques, auquel était joint un rapport de M. Moreau-Mérat, maître des conférences au Conseil d'Etat, tendant à l'adoption immédiate de certains grands travaux publics en vue de remédier au chômage.

Cette après-midi, le Conseil national économique a entendu un rapport de M. Adéodat Boisard, inspecteur des Finances, sur la politique française des échanges internationaux.

Les conclusions très importantes auxquelles la Commission permanente est parvenue sur cet important problème peuvent se résumer ainsi:

La fin vers laquelle il convient de tendre est un retour au jeu normal des échanges internationaux impliquant la renonciation à toute économie fermée, mais la situation anormale d'un grand nombre de pays rend encore obligatoires les mesures temporaires de défense de l'économie nationale.

A ce point de vue, les droits de douane ne peuvent assurer une protection suffisante, car par une réadaptation des tarifs. Cette réadaptation implique le choix méthodique des productions en raison de leur importance économique ou sociale, justifiant un tel sacrifice. La protection douanière doit être, en outre, assouplie dans ses modalités.

Quant au contingentement, il a été un procédé de défense dont l'efficacité, dans une période critique, doit être réévaluée.

Mais, sauf exception dans le cas d'industries internationales et pour certaines industries agricoles, il doit être considéré comme une mesure transitoire rendue nécessaire en raison de la lutte économique. Pour en atténuer les effets, il convient de limiter le montant des contingents visés soit fixés librement, qu'il soit pour de courtes périodes et que la répartition en soit équitablement assurée à des importateurs français.

Quant à la politique contractuelle, qui a toujours été un élément important de la politique douanière française, elle comporte la révision des principaux accords franco-allemands qui restent, en particulier, justifiée par le décalage de plus en plus accentué de nos échanges avec l'Allemagne.

La conclusion de nouvelles conventions avec les pays étrangers, en vue de la clause de la nation la plus favorisée. Cette conclusion, qui a été justement critiquée, n'en paraît pas moins constituer l'élément indispensable d'une politique d'accords commerciaux. Dans une situation économique normale, mais l'expérience commande d'en limiter le champ d'application.

La Commission permanente, après avoir adopté ces conclusions, a décidé d'attirer tout spécialement l'attention du Gouvernement sur deux mesures pratiques qu'il conviendrait de prendre immédiatement en matière de contingents: En premier lieu, la coordination de leur application; et second lieu, la récupération au profit du budget, soit par voie de taxes, soit par tout autre procédé, des avances injustifiées dont la politique de contingentement assure trop souvent le bénéfice à des intérêts privés.

L'aviatrice Amy Mollison s'attaquerait au record Le Cap-Londres

Le Cap, 21 novembre. — L'aviatrice Mollison, qui vient de battre le record de durée du vol Angleterre-Le Cap, établi par son mari, a adressé au gouverneur général de l'Afrique du Sud un télégramme le priant d'organiser au roi George V ses remerciements pour le témoignage de sympathie que lui avait adressé le gouverneur en apprenant son récent succès.

A l'heure où son appareil est maintenant remis en état, l'aviatrice a annoncé que si les conditions atmosphériques étaient favorables, elle tenterait d'effectuer prochainement le premier vol record du Cap à Londres.

L'aviatrice a ajouté qu'en cas de mauvais temps, elle s'embarquerait le 26 novembre à destination de l'Australie.